

Bonne Gouvernance:

Mode d'emploi

Y a-t-il une "potion magique" pour la bonne gouvernance? La Bonne Gouvernance ne concernerait-elle que les autorités en charge de la gestion des affaires publiques? Quel rôle peut jouer la presse pour l'avènement de la Bonne Gouvernance? La Communauté internationale s'est engagée, en septembre 2000, à assurer une vie meilleure à tous les habitants de la planète à l'horizon 2015. Pour ce faire, elle s'est fixée un ensemble de buts touchant aux valeurs de libertés, au droit à l'éducation, à l'émancipation féminine, à la participation, à la protection contre la violence et la faim. Tous ses engagements sont codifiés dans la réalisation des Objectifs du Millénaire du Développement. Cette déclaration énonce un certain nombre de principes pour une vision d'un monde plus solidaire où la Bonne Gouvernance sert d'instrument de mesure du degré d'engagement des acteurs à la réalisation des objectifs assignés. Depuis plus d'une décennie le terme "Bonne Gouvernance" revient donc avec insistance dans tous les discours et notamment de ceux des partenaires au développement. Elle se révèle aujourd'hui un challenge à relever. Pourtant, les contours de la Bonne Gouvernance ne sont pas clairs pour tous les acteurs aujourd'hui. Bien au contraire. Dans l'esprit de nos concitoyens, en effet, il y a une confusion entre "Bonne Gouvernance" et "lutte contre la corruption". Or, cette "transparence de gestion" implique exclusivement ceux qui ont en charge la gestion des affaires publiques. Cette vision réductrice tranche nettement avec la véritable signification de ce nouveau concept de participation aux actions de développement dans un pays.

Bonne Gouvernance:

Un état d'esprit

En dépit des définitions proposées

dans les vieilles démocraties occidentales, qui nous éclairent sur son sens globalisant, la Bonne Gouvernance se révèle, comme un mode gestion associatif qu'une société décide de se donner. Elle ne concerne plus donc "exclusivement" les autorités politiques d'un pays mais bien au-delà l'ensemble des segments de la société. De ce point de vue donc, la Bonne Gouvernance est perçue sous l'angle d'un nouveau pacte social décentralisé, dynamique et participatif. Cette approche ouvre donc la porte à des droits pour tous les acteurs (participation, droit de regard, contrôle) mais également à des devoirs (engagements et implication collective et individuelle) à la réalisation des objectifs de développement, aux aspirations de bien-être. La seule potion magique pour l'avènement de la Bonne Gouvernance reste, dans cette perspective, un engagement par le travail sérieux à la réalisation des idéaux partagés de Justice, d'équité, de respect des valeurs humaines et de concorde sociale dans une société. La Bonne Gouvernance exprime dans ce cas de figure, l'osmose entre les différents acteurs d'une société en vue de son développement harmonieux, basé sur le respect des différences. A ce stade, l'on serait tenté de parler de Bonne Gouvernance au pluriel. Car, il s'agit, en effet, de plusieurs formes de manifestations de cette "Bonne Gouvernance". Ainsi on peut distinguer la bonne gouvernance gouvernementale (gouvernement, administrations publiques centrales et locales) la bonne gouvernance non-gouvernementale (partis, syndicats, corporation, ONGS et autres membres de la société civile) et l'auto-gouvernance (individuelle). C'est par l'association et le truchement de toutes ses bonnes gouvernances, dites à trois étages, qu'on peut estimer que la Bonne Gouvernance peut se réaliser. A chacun de ces trois étages correspond un certain nombre de droits et d'obligations dont la consécration détermine l'avènement de la Bonne Gouvernance escomptée.

La presse : un miroir pour la Bonne Gouvernance?

"La Presse est le miroir par lequel nous mesurons la portée de notre Action" disait Nelson Mandela alors président de l'Afrique du sud. Cette manière de voir crédite la presse d'un important rôle à jouer dans la réalisation de la Bonne Gouvernance dans une société démocratique. L'affirmation de Nelson Mandela traduit éloquentement l'apport que peut fournir une presse responsable, respectueuse des normes déontologiques et d'éthique, dans la réorientation et le recentrage de l'action publique. Elle a surtout le mérite de placer la presse (entendue dans son sens large) au cœur de l'action de développement. La presse est perçue non comme une arme mais comme un "tableau de bord" pour mieux appréhender la gouvernance politique. Sans prétendre se substituer aux organes de supervision, de contrôle et de vérification de gestion, la presse joue un rôle crucial dans la promotion de la confiance entre les autorités politiques et les autres segments de la société ; plus même, elle permet aux autorités politiques de rendre plus performantes les politiques de développement engagées. Mais encore faut-il encore que la Presse soit capable d'assumer cette responsabilité : se sentir investie d'une telle mission. Malgré les atouts dont elle bénéficie en Mauritanie (cadre démocratique, organisationnel et subventions indirectes), la presse connaît beaucoup de contraintes (anarchie dans le secteur, étatisation des mass-médias, exiguité du marché, faiblesse de moyen et de formation professionnelle). Mais nonobstant ces déconvenues de parcours, tout le monde s'accorde à dire que c'est là une clef de voûte pour l'avènement de la Bonne Gouvernance (pouvoir de dissuasion, information, mobilisation, éducation...).

PAR JEDNA OULD QEÏDDA,
DE "LA DÉPÊCHE"